

TREATY SERIES. No. 1.

1894.

PROCES-VERBAL

RECORDING THE

DEPOSIT OF THE RATIFICATIONS
OF THE INTERNATIONAL SANITARY
CONVENTION, SIGNED AT
VENICE, JANUARY 30, 1892.

Rome, November 18, 1893.

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
January 1894.*

LONDON:
PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE and SPOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C.; and
32, Abingdon Street, Westminster, S.W.; or
JOHN MENZIES & Co., 12, Hanover Street, Edinburgh, and
90, West Nile Street, Glasgow; or
HODGES, FIGGIS, and Co., Limited, 104, Grafton Street, Dublin.

PROCÈS - VERBAL RECORDING THE DEPOSIT
OF THE RATIFICATIONS OF THE INTERNA-
TIONAL SANITARY CONVENTION, SIGNED
AT VENICE, JANUARY 30, 1892.

Rome, November 18, 1893.

[In continuation of Treaty Series No. 8, 1893.]

Procès-verbal.

LES Parties Contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications de la Convention Sanitaire de Venise du 30 Janvier, 1892, se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du Ministère des Affaires Étrangères d'Italie, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au Ministère Royal des Affaires Étrangères ce jourd'hui, le 30 Juillet, 1892.

Les Parties Contractantes sont d'accord à considérer comme étant régulièrement prorogé jusqu'à la date de clôture du présent procès-verbal le délai que la Convention avait fixé au 31 Juillet, 1892, pour l'échange des ratifications.

Au sujet d'une phrase contenue au § 3 des dispositions concernant le passage du Canal de Suez en quarantaine (Annexe I), le Gouvernement des Pays-Bas a désiré voir figurer au présent procès-verbal la déclaration suivante, à savoir que : "selon la marche de la Conférence de Venise, les mots *chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance* ne sauraient être autrement interprétés que dans le sens que le *Gouvernement* de chaque Puissance prendra, dans les limites de sa législation, des mesures contre les bâtiments, &c."

Sur quoi, le dépôt des ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., &c., et Roi Apostolique de

Hongrie, de Sa Majesté la Reine-Régente d'Espagne, de Sa Majesté le Roi d'Italie, de Sa Majesté la Reine-Régente des Pays-Bas, et de Sa Majesté le Roi de Suède et Norvège, a été effectué ce même jour, le 30 Juillet, 1892.

Ont été successivement présentées au dépôt :—

Le 31 Juillet, 1892, la ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

Le 2 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes.

Le 3 Août, 1892, les ratifications du Président de la République Française et de Sa Majesté le Roi des Hellènes.

Le 4 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies.

Également, le 4 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté le Roi des Belges.

Le 9 Août, 1892, la ratification de Sa Majesté le Roi de Danemark.

Le 13 Février, 1893, la ratification de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans. Au moment de la déposer l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale demande l'insertion au présent procès-verbal de la réserve suivante, que les Puissances Contractantes ont toutes préalablement admise, à savoir que "Sa Majesté Impériale le Sultan ratifie la Convention Sanitaire de Venise à la condition expresse que cet Acte ne porte aucune atteinte, tant aux Règlements et Instructions Sanitaires actuellement en vigueur dans l'Empire, ou à adopter à l'avenir, qu'aux mesures que le Gouvernement Impérial Ottoman pourrait prendre, en temps d'épidémie, à la suite des Résolutions du Conseil Supérieur de Santé."

Une note du Ministre de Portugal auprès de la Cour Royale, en date du 31 Août, 1892, porte la déclaration que "le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, sauf ultérieure ratification, dépendant, selon la Constitution Portugaise, d'un Acte de Pouvoir Législatif, et en tant que son adhésion appartient au Pouvoir Exécutif, accepte définitivement l'Acte de la Conférence Internationale de Venise, aussi bien que les modifications y apportées par les récentes négociations de Paris," et qu'il "accepte également la proposition Néerlandaise concernant une phrase de l'Acte de Venise."

A la suite de cette double déclaration, et le dépôt des autres ratifications étant maintenant complet, le présent procès-verbal a été ce jourd'hui, le 13 Février, 1893, provisoirement clos, avec réserve de le rouvrir ultérieurement pour le dépôt de la ratification de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves.

L'exemplaire unique du présent procès-verbal reste aux archives du Ministère Royal des Affaires Étrangères, par les soins duquel une copie certifiée conforme à l'original en sera délivrée à chacune des Hautes Parties Contractantes.

Ce jourd'hui, 18 Novembre, 1893, le présent procès-verbal a été rouvert, le Chargé d'Affaires de Portugal s'étant présenté pour procéder au dépôt de la ratification de Sa Majesté Très-Fidèle. A cette occasion le Chargé d'Affaires a déclaré que la ratification de

son Souverain est délivrée sous les deux conditions ci-dessous énoncées, analogues à celles qui ont respectivement accompagné les ratifications de Sa Majesté la Reine-Régente des Pays-Bas et de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, à savoir : (1) qu'aucune des clauses de la Convention dont il s'agit ne modifie la législation sanitaire applicable dans les ports Portugais ; (2) qu'aucune de ces clauses ne rend obligatoire la promulgation d'aucune nouvelle disposition pénale. Le Chargé d'Affaires constate que ces deux conditions ne préjugent en rien les autres déclarations formulées en son temps par le Comte de Macedo, et acceptées par la Conférence de Venise, comme interprétation de la Convention, relativement aux avis télégraphiques prescrits à l'Annexe I, et aux charges découlant de l'emprunt prévu à l'Annexe II.

Le dépôt des ratifications étant ainsi complet de la part de toutes les Parties Contractantes, le présent procès-verbal a été définitivement clos, et replacé, comme original unique, aux archives du Ministère Royal des Affaires Étrangères d'Italie, par les soins duquel une nouvelle copie, certifiée conforme à l'original ainsi complété, sera délivrée à chacune des Hautes Parties Contractantes.

(L.S.) EPERJÉSY, *Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie.*

(L.S.) Le Comte de BENOMAR, *Ambassadeur d'Espagne.*

(L.S.) B. BRIN, *Ministre des Affaires Étrangères d'Italie.*

(L.S.) WESTENBERG, *Ministre des Pays-Bas.*

(L.S.) H. BOHN, *Consul de Suède et Norvège.*

(L.S.) Comte SOLMS, *Ambassadeur d'Allemagne.*

(L.S.) VIVIAN, *Ambassadeur d'Angleterre.*

(L.S.) H. MARCHAND, *Chargé d'Affaires de France.*

(L.S.) M. A. DURUTTI, *Chargé d'Affaires de Grèce.*

(L.S.) A. VLANGALY, *Ambassadeur de Russie.*

(L.S.) Baron MONCHEUR, *Chargé d'Affaires de Belgique.*

(L.S.) KNUTH, *Ministre de Danemark.*

(L.S.) MAHMOUD NÉDIM, *Ambassadeur de Turquie.*

(L.S.) AUGUSTO DE SEQUEIRA THEDIM, *Chargé d'Affaires de Portugal.*

Rome, ce 18 Novembre, 1893.

Le Ministre des Affaires Étrangères de
Sa Majesté le Roi d'Italie,
(Signé) B. BRIN.

Copie certifiée conforme à l'original déposé aux archives du
Ministère Royal des Affaires Étrangères.

Rome, ce 25 Novembre, 1893.

Le Secrétaire-Général,
(L.S.) MALVANO.

(Translation.)

Procès-verbal.

THE Contracting Parties having unanimously agreed that the exchange of the ratifications of the Venice Sanitary Convention of the 30th January, 1892, should be made by means of the deposit of the respective instruments in the archives of the Italian Foreign Office, the present *procès-verbal* of deposit has, in conformity with this agreement, been opened this day, 30th July, at the Foreign Office.

The Contracting Parties have agreed to consider as being regularly prolonged to the date of closure of the present *procès-verbal* the term of delay which the Convention had fixed for the 31st July, 1892, for the exchange of the ratifications.

With respect to a phrase contained in section 3 of the "*Regulations concerning the Passage of the Suez Canal in Quarantine (Annex 1)*," the Netherland Government has desired to see laid down in the present *procès-verbal* the following declaration, namely, that, "according to the course of the Venice Conference, the words *each Power shall issue penal regulations against ships which, leaving the course indicated by the captain, shall unduly enter one of the ports of the territory of such Power*, shall not be otherwise interpreted than in the sense that the *Government* of each Power shall take, *within the limits of its legislation*, measures against ships, &c."

Upon which, the ratifications of His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., &c., Apostolic King of Hungary, of Her Majesty the Queen-Regent of Spain, of His Majesty the King of Italy, of Her Majesty the Queen-Regent of the Netherlands, and of His Majesty the King of Sweden and Norway, have been deposited this day, the 30th July, 1892.

The following ratifications have since been successively deposited:—

On the 31st July, 1892, the ratification of His Majesty the German Emperor, King of Prussia.

On the 2nd August, 1892, the ratification of Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India.

On the 3rd August, 1892, the ratifications of the President of the French Republic and of His Majesty the King of the Hellenes.

On the 4th August, 1892, the ratification of His Majesty the Emperor of All the Russias.

On the same day, the 4th August, 1892, the ratification of His Majesty the King of the Belgians.

On the 9th August, 1892, the ratification of His Majesty the King of Denmark.

On the 13th February, 1893, the ratification of His Majesty

the Emperor of the Ottomans. At the time of deposit, the Ambassador of His Imperial Majesty demanded the insertion, in the present *procès-verbal*, of the following reserve, which the Contracting Powers had all previously admitted, namely, that "His Imperial Majesty the Sultan ratifies the Sanitary Convention of Venice on the express understanding that the Act in question shall in no way affect either the Regulations and Sanitary Instructions which are actually in force within the Empire, or which may be adopted in the future, or the measures which the Imperial Ottoman Government may take in time of epidemic, in accordance with the Resolutions of the Superior Council of Health."

A note of the Portuguese Minister to the Italian Court, dated the 31st August, 1892, declares that "the Government of His Most Faithful Majesty, reserving ulterior ratification, dependent according to the Portuguese Constitution upon a legislative Act, and, in so far as the accession lies with the Executive Power, accepts definitively the Act of the Venice International Sanitary Conference, as well as the modifications introduced at the recent negotiations in Paris," and that it "equally accepts the proposition of the Netherland Government respecting a phrase in the Venice Act." Following upon this double declaration, and the deposit of the other ratifications being now complete, the present *procès-verbal* has on this day, the 13th day of February, 1893, been provisionally closed, with power to be opened later for the deposit of the ratification of His Majesty the King of Portugal and the Algarves.

The sole copy of the present *procès-verbal* shall remain in the archives of the Foreign Office, who will take care that a certified copy, in conformity with the original, be delivered to each of the High Contracting Parties.

On this day, the 18th November, 1893, the present *procès-verbal* has been reopened, the Portuguese Chargé d'Affaires being present in order to proceed with the deposit of the ratification of His Most Faithful Majesty. On this occasion the Chargé d'Affaires has declared that the ratification of his Sovereign is delivered under the two conditions above stated, analogous to those which respectively accompanied the ratification of Her Majesty the Queen-Regent of the Netherlands and of His Majesty the Emperor of the Ottomans, viz., (1) That none of the clauses of the Convention in question modify the sanitary legislation applicable in Portuguese ports; (2) that none of those clauses render obligatory the promulgation of new penal provisions. The Chargé d'Affaires states that these two conditions in no way affect the other declarations formulated at the time by the Count de Macedo, and accepted by the Conference of Venice, as interpreting the Convention, relative to the telegraphic notices required in Annex I, and to the charges consequent on the loan provided for in Annex II.

The deposit of the ratifications being thus complete on the part of all the Contracting Parties, the present *procès-verbal* has been definitively closed, and replaced, as sole original, in the archives of the Royal Ministry for Foreign Affairs of Italy, by

whose care a new copy, certified to be in conformity with the original thus completed, shall be delivered to each of the High Contracting Parties.

- (L.S.) EPERJÉSY, *Austro-Hungarian Chargé d'Affaires.*
 (L.S.) Le Comte de BENOMAR, *Spanish Ambassador.*
 (L.S.) B. BRIN, *Italian Minister for Foreign Affairs.*
 (L.S.) WESTENBERG, *Minister for the Netherlands.*
 (L.S.) H. BOHN, *Consul for Sweden and Norway.*
 (L.S.) Comte SOLMS, *German Ambassador.*
 (L.S.) VIVIAN, *British Ambassador.*
 (L.S.) H. MARCHAND, *French Chargé d'Affaires.*
 (L.S.) M. A. DURUTTI, *Greek Chargé d'Affaires.*
 (L.S.) A. VLANGALY, *Russian Ambassador.*
 (L.S.) Baron MONCHEUR, *Belgian Chargé d'Affaires.*
 (L.S.) KNUTH, *Danish Minister.*
 (L.S.) MAHMOUD NÉDIM, *Turkish Ambassador.*
 (L.S.) AUGUSTO DE SEQUEIRA THEDIM, *Portuguese Chargé d'Affaires.*

Rome, November 18, 1893.

(Signed) B. BRIN, *Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of Italy.*

Copy certified in conformity with the original deposited in the archives of the Royal Ministry for Foreign Affairs.

Rome, November 25, 1893.

(L.S.) MALVANO, *Secretary-General.*